

# Réduire la fracture régionale, l'urgence tunisienne

Tunis organise un forum pour attirer les investissements privés dans un pays en état d'urgence économique. Le tourisme peine à repartir et la Tunisie de l'intérieur est minée par le chômage

SIDI BOUZID (TUNISIE) - envoyée spéciale

**U**n geste charitable? L'idée fait sursauter Boubaker Mehri, directeur général du groupe agroalimentaire tunisien Délice Holding. Interrogé sur les motivations qui ont poussé le spécialiste des produits laitiers à s'installer à Sidi Bouzid, au centre du pays, l'homme d'affaires tranche aussitôt: «*Nous ne sommes pas ici pour faire l'aumône, mais par intérêt économique.*» Délice a ouvert en 2014 une centrale laitière à l'entrée de cette ville où, quatre ans plus tôt, l'immolation du vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi donnait le signal de départ de la révolution. Un bourg de 45 000 habitants, symbole de cette Tunisie de l'intérieur minée par le chômage des jeunes et le manque de développement.

Le malaise des régions du centre, historiquement négligées au profit du littoral, reste un défi pour le gouvernement tunisien, qui organise, mardi 29 et mercredi 30 novembre, une conférence internationale sur l'investissement. La réduction de ces disparités est au cœur de la stratégie de relance de l'économie présentée à cette occasion. Car, à Tunis, le diagnostic fait consensus: la jeune démocratie aura parachevé sa transition quand elle parviendra à redresser une économie mal en point, fragilisée par les troubles sociaux.

A en juger par l'enthousiasme de M. Mehri, le délaissement de zones telles que Sidi Bouzid n'est pas une fatalité. Blouse blanche immaculée et charlotte sur la tête, l'homme fait faire d'un pas vif le tour du propriétaire. Chaque jour, 300 000 litres de lait quittent l'usine après avoir été contrôlés, puis conditionnés dans un bruit assourdissant, à la cadence de 8 000 paquets par heure.

## «UNE ADMINISTRATION HYPERTROPHIÉE»

Délice n'est pas venu par hasard: connue pour la qualité de son cheptel laitier, la région s'est révélée un choix porteur au-delà des attentes. Des dix sites opérés par le groupe en Tunisie, Sidi Bouzid affiche la plus grande productivité et la meilleure rentabilité. «*Notre personnel est dévoué et d'une grande qualité*», loue M. Mehri. La centrale fait travailler 305 personnes, quasiment toutes du gouvernorat. Elle n'a connu aucun jour de grève malgré la réputation d'une population locale très éruptive depuis la révolution. La direction a déjà investi 45 millions d'euros et prévoit de nouvelles extensions.

Pourtant Délice reste une exception. En 2011, Sidi Bouzid avait récolté des dizaines de promesses d'investissements, dans le ciment, les énergies renouvelables ou les câbles électriques. «*A part nous, aucun projet n'a vu*

*le jour*», constate Dhiaeddine M'Hamed, directeur des achats du groupe. En face des locaux flambant neufs de la centrale, la nouvelle zone industrielle, battue par les vents et colonisée par les herbes folles, reste vide...

L'enclavement de la région ne joue pas en sa faveur. La seule voie d'accès est une route interminable et cahoteuse, bordée par des alignements d'oliviers qui peinent à rompre la monotonie du trajet. Le gouvernement entend y remédier: parmi les 26 projets d'investissement publics présentés à la conférence de Tunis, deux prévoient de connecter les villes de l'intérieur par une nouvelle autoroute.

Bureaucratie et lourdeur des procédures compliquent encore la donne. Délice a dû

batailler ferme pour réunir toutes les autorisations. La faute à un cadre réglementaire obsolète sur le foncier et à une fonction publique devenue pléthorique depuis la révolution. «*On parle de développement régional, mais la vérité, c'est que quiconque souhaite lancer un projet doit négocier avec une administration hypertrophiée disposant d'un pouvoir discrétionnaire, corrompue et non contrôlée*», fulmine un chef d'entreprise tunisien qui affirme avoir mis près de quatre ans à obtenir le feu vert pour un nouveau site industriel dans le gouvernorat.

Quelques changements ont bien été apportés depuis 2011. Le goudron a recouvert d'anciennes rues en terre. En mémoire de Mohamed Bouazizi et sa fameuse charrette, les arcades d'un nouveau marché, financé aux deux tiers par l'Union européenne, accueillent les vendeurs à la sauvette. Ils sont légion à Sidi Bouzid. Dans ce gouvernorat de 430 000 habitants, le taux de chômage est de 17,7 %, supérieur à une moyenne nationale déjà élevée (15,5 %). «*Et encore, ce sont les chiffres officiels, la réalité est plus proche de 30 %*», estime Rachid Fetini, entrepreneur et président du centre d'affaires de la ville.

## LE FLÉAU DE LA CONTREBANDE

Lui-même a dû fermer deux de ses trois usines textiles après la révolution, divisant par trois le nombre de ses employés: la fuite des clients internationaux, inquiets de mouvements sociaux susceptibles de perturber la qualité et les délais de livraison, ne lui a guère laissé le choix. «*Les étrangers boudent la Tunisie comme la Tunisie boude Sidi Bouzid*», résume le patron, posté devant des cageots de tee-shirts blancs destinés à l'export.

L'humeur est au désenchantement. Et à la recherche de moyens de subsistance alternatifs pour les oubliés du marché de l'emploi. Faute de débouchés dans un secteur public qui ne recrute plus et un secteur privé qui ne vient pas, de plus en plus de jeunes font ce que les observateurs locaux appellent «*un*

*petit coup de contra*». La contrebande est un des fléaux de la Tunisie post-révolutionnaire où l'économie informelle est estimée à près de 50 % du produit intérieur brut. Sur les routes des régions intérieures se succèdent les étals improvisés où de l'essence en bidons est vendue à prix cassés. Le carburant vient directement d'Algérie ou de Libye.

«*Cette économie parallèle fait énormément de mal à l'économie formelle*», soupire Abderrahmane Hedhili, président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. «*La clé, c'est le mécontentement social, estime-t-il. Pourtant cette question n'a pas été vraiment posée depuis la révolution, et on continue à laisser les régions périliter.*»

Le nouveau gouvernement d'union nationale de Youssef Chahed promet qu'il s'attelle à tous ces chantiers. Une unité d'intervention rapide contre la corruption et la contrebande vient d'être mise sur pied. Une loi d'urgence économique et un nouveau code de l'investissement doivent aider à restaurer l'attractivité de la Tunisie en allégeant les délais et la bureaucratie. «*Depuis 2011, les aspects politiques nous ont pris beaucoup de temps, mais maintenant, nous nous concentrons vraiment sur l'économie*, promet le ministre de l'investissement, Fadhel Abdelkefi. *Notre priorité absolue est de faire baisser la tension sociale et d'améliorer la situation des régions.*»

A Sidi Bouzid, on dit vouloir juger sur pièces. Coordinateur régional de l'Union des diplômés chômeurs, Jamel Saghrouni se désole d'une révolution qui, pour lui, n'a pas changé grand-chose. Six ans après l'obtention d'un diplôme en littérature arabe, il n'a toujours pas de travail. «*Oui, maintenant, on a la liberté de parler de nos problèmes*, admet le trentenaire, qui trompe l'ennui dans un café. *Mais nos problèmes, eux, sont toujours là.*» ■

MARIE DE VERGÈS

**EN MÉMOIRE DE  
MOHAMED BOUAZIZI  
– QUI, EN 2010, S'EST  
IMMOLE PAR LE FEU –,  
LES ARCADES D'UN  
NOUVEAU MARCHÉ,  
FINANCÉ AUX DEUX  
TIERS PAR L'UE,  
ACCUEILLEN  
LES VENDEURS  
À LA SAUVETTE**

## Laminé, le tourisme cherche le moyen de rebondir

**PAS QUESTION** de céder aux terroristes. A Sousse (dans l'est de la Tunisie), l'hôtel Imperial Marhaba rouvrira ses portes au printemps. C'est là que fut perpétrée, en juin 2015, l'attaque djihadiste sanglante qui a coûté la vie à 38 personnes, brisant un tourisme déjà laminé par la révolution et l'attentat commis trois mois plus tôt à Tunis, au musée du Bardo.

Un pari fou? « *C'est comme pour le Bataclan, on doit aller de l'avant, insiste sa propriétaire Zohra Driss. Et il faut avoir confiance en notre tourisme. Il va repartir.* » Les professionnels disent sentir un léger mieux depuis l'été.

Mais à en croire les chiffres officiels, le secteur va mettre du temps à se relever : les recettes en dinars au cours des neuf premiers mois de 2016 ont baissé de 8,4 % par rapport à la même période de 2015. Et même de 34 % comparé à 2014. Un coup dur pour le pays où le produit intérieur brut (PIB) ne devrait progresser que de 1,5 % cette année : le tourisme est sa troisième source d'entrées en devises, contribue pour près de 7 % au PIB et emploie un actif sur dix.

Pour restaurer la confiance, l'accent a été mis sur la sécurité. La police patrouille sur les plages et les hôteliers ont musclé leurs dispositifs en

misant sur les caméras, des gardes armés à demeure et les fouilles de véhicules obligatoires.

### Miser sur la montée en gamme

La crise, jugent certains, doit surtout être l'occasion de repenser le modèle tunisien. La conférence internationale sur l'investissement devait consacrer, mardi 29 novembre, l'une de ses tables rondes à l'émergence d'une « nouvelle offre ». « *D'énormes complexes touristiques ont été construits sans se soucier de la qualité en ciblant une clientèle très moyenne gamme* », décrit Mouna Ben Halima, propriétaire d'hôtels à Hammamet (nord-est). La crise était latente,

« *mais jusqu'à la révolution, on ne s'en rendait pas vraiment compte* », souligne la femme d'affaires qui a ouvert un cinq-étoiles fin 2014. La montée en gamme est un axe stratégique, tout comme la diversification. « *Les plages, c'est bien, mais le pays a d'autres choses à offrir* », insiste Radhi Meddeb, président de Comete Engineering, conseil du gouvernement pour la conférence. *Pourquoi pas un tourisme de golf ou de congrès et, avec nos amphithéâtres et nos mosaïques romaines, nous avons tous les ingrédients pour un tourisme culturel de grande qualité.* » ■

M. D. V. (SIDI BOUZID, TUNISIE, ENVOYÉE SPÉCIALE)